

L'avenir du Kosovo

Entretien avec... Jean-Arnault Dérens*

* Jean-Arnault Dérens

est rédacteur en chef du *Courrier des Balkans* et a publié *Kosovo, année zéro*, Paris-Méditerranée, Paris, 2006¹.

Questions internationales – L'intervention en faveur des populations albanophones du Kosovo s'est déroulée en 1999 avec l'objectif de créer un Kosovo démocratique et multiethnique. Où en est-on aujourd'hui ?

Jean-Arnault Dérens – L'objectif des bombardements de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) du printemps était de faire cesser les exactions des forces serbes et yougoslaves. Il n'était pas explicitement fait mention d'un Kosovo « multiethnique ». Cet objectif n'est apparu que dans un second temps, justifiant la mise sous tutelle internationale du territoire par la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Des élections ont été organisées à plusieurs reprises et à différents niveaux (parlementaire, municipal) et se sont déroulées de manière satisfaisante. On peut donc estimer que les institutions provisoires élues du Kosovo ont une légitimité démocratique. Cependant, il s'agit d'une démocratie mono-ethnique, puisque la représentation de la communauté serbe dans ces institutions est purement symbolique. En 2005, lors des dernières élections législatives, 0,3 % des Serbes du Kosovo ont pris part au vote. Bien sûr, Belgrade a joué son rôle en poussant les Serbes à ne pas reconnaître les institutions du Kosovo, mais une partie appréciable des représentants serbes avait essayé de s'intégrer dans ces institutions. En 2001, plus de 50 % des Serbes ont pris part aux premières élections législatives. Les députés élus se sont immédiatement heurtés à l'ostracisme

de leurs collègues albanais, et cette amorce de coopération a tourné court. Si les Serbes du Kosovo ont massivement boycotté le dernier scrutin, c'est beaucoup moins à cause des consignes de Belgrade ou des différents partis politiques que parce que la communauté internationale et les institutions du Kosovo ont perdu toute crédibilité à leurs yeux. Le point de non-retour a probablement été atteint lors des émeutes et des massacres anti-serbes des 17 et 18 mars 2004. Le Kosovo actuel est plus éloigné que jamais d'une société multiethnique. Les Serbes et les Roms qui n'ont pas fui dans les pays voisins vivent terrés dans des enclaves, sans aucune liberté de circulation, et les autres communautés minoritaires subissent aussi des pressions constantes, qu'il s'agisse des Gorani (Slaves musulmans du sud du Kosovo) ou de la communauté turque, sommée de « s'albaniser ». Le retour des réfugiés et des personnes déplacées souhaité par la communauté internationale est toujours inconcevable : en effet, où faire revenir les Serbes chassés depuis juin 1999, dans de nouvelles enclaves, sans possibilité de se déplacer, de travailler ? Au contraire, on s'attend aujourd'hui à un nouvel exode des minorités, surtout des Serbes qui vivent en dehors du secteur serbe relativement viable du nord du Kosovo. Des organisations comme le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) préparent déjà l'accueil de nouveaux réfugiés en Serbie.

QI – Il semble que tant les institutions internationales présentes au Kosovo que les autorités locales souhaitent sortir à bref délai de la

¹ Cet entretien est la retranscription d'une interview que l'auteur a accordée à la rédaction de *Questions internationales* le 23 octobre 2006.

période transitoire ouverte par la résolution 1244 du Conseil de sécurité. Le Kosovo vous semble-t-il mûr pour l'indépendance ?

J.-A. D. – Non, mais il n'y a certainement pas d'autre solution, et le *statu quo* actuel n'est plus tenable. Les dirigeants politiques albanais refusent d'envisager toute autre solution que l'indépendance et pratiquent en permanence le langage de la menace envers la communauté internationale. Si celle-ci décidait de repousser plus longtemps encore la résolution du statut du Kosovo ou si elle s'orientait vers une autre option que l'indépendance, des émeutes ne manqueront pas d'éclater et il ne sera plus possible de contrôler la population... Voici ce que répètent explicitement tous ces dirigeants, et le message est parfaitement reçu. En réalité, depuis les émeutes de mars 2004, l'administration internationale vit dans la terreur constante de nouvelles violences qui pourraient prendre cette fois-ci pour cible principale les représentants internationaux et non plus les Serbes.

La tutelle internationale repose sur un malentendu de départ : les Albanais l'ont toujours perçue comme une préparation à l'indépendance, une phase transitoire devant inéluctablement mener à la création d'un État du Kosovo, alors que cet objectif n'était pas celui de la plupart des pays occidentaux en 1999. Cette année-là, les bombardements avaient pour but réel d'affaiblir le régime serbe de Slobodan Milosevic, mais personne n'avait de solution pour le Kosovo. L'OTAN et les pays occidentaux ont utilisé les souffrances du peuple albanais du Kosovo pour justifier leur intervention militaire, ils ont feint de considérer avec sympathie les revendications politiques albanaises et, aujourd'hui, alors que la perspective d'un Kosovo indépendant n'enthousiasme vraiment personne dans la communauté internationale, celle-ci se retrouve prisonnière des espoirs qu'elle a entretenus et des promesses qu'on veut bien lui prêter.

Si le Conseil de sécurité de l'ONU devait différer l'indépendance, les Albanais auraient le sentiment d'une trahison. Il faut aussi comprendre que les politiciens albanais du Kosovo expliquent depuis vingt ans à leur peuple que l'indépendance



© AFP/Armando Babani

Expulsés par l'armée serbe ou par crainte des violences, plus de 800 000 Kosovars ont pris le chemin de l'exode après le déclenchement de l'opération de l'OTAN en mars 1999.

est la seule perspective possible. Comment pourraient-ils se dédire et accepter un compromis fondé sur d'autres bases ? Le Kosovo indépendant sera le pays le plus pauvre d'Europe. La moitié de la population a moins de vingt ans et, selon la plupart des projections démographiques, la population devrait doubler d'ici 2025. Aucun autre avenir ne s'offre à ces jeunes que le travail à l'étranger, mais les politiques migratoires des pays occidentaux ne sont guère favorables à ces mouvements de population et pourraient même se durcir après l'indépendance.

Je crois que beaucoup de citoyens albanais sont bien conscients du fait que l'indépendance ne résoudra pas tous les problèmes, et que le Kosovo indépendant se trouvera dans une situation économique extrêmement difficile, mais oser dire en public au Kosovo que l'indépendance n'est peut-être pas la panacée et ne résoudra pas tous les problèmes est assimilé à de la haute trahison ! Les pays occidentaux se sont, pour la plupart, ralliés à l'option de l'indépendance, même si cette perspective continue de susciter de nombreuses craintes pour les équilibres régionaux. En réalité, tous les diplomates semblent envisager une logique du moindre mal. Différer l'indépendance provoquera certainement une explosion au Kosovo, mais cette indépendance ne manquera pas non plus d'avoir de sérieuses conséquences régionales. On espère parvenir à les circonscrire... De même, tout le monde admet la perspective de nouvelles violences contre les minorités, mais en escomptant qu'elles seront limitées. Les plus cyniques admettent qu'un nouvel exode des Serbes est inéluctable, mais que toute la question est de savoir quelle importance la chaîne de télévision américaine CNN donnera à cet exode.

QI – L'image du Kosovo comme entité mafieuse, sur les plans politique et économique, est largement répandue. Où en est la construction d'un État de droit, en termes d'institutions publiques, de système judiciaire indépendant, de police soumise à la loi, de garantie des droits individuels et des libertés collectives, en particulier pour la minorité serbe ?

J.-A. D. – Il y a deux problèmes. Tout d'abord, le Kosovo est une région pauvre et sous-développée. L'échec des Nations Unies est peut-être d'abord un échec économique et social. Dans ces conditions, quand aucun avenir ne s'offre à une jeunesse pléthorique, comment envisager une société juste ? L'autre grand échec des Nations Unies est probablement la faillite du système judiciaire. Le Kosovo est un tout petit pays, où tout le monde se connaît, ce qui veut dire à la fois que les responsables de crimes ou d'exactions sont très largement connus, mais aussi que les pressions sur les témoins et sur leur famille sont permanentes. On sait que, dans les procès concernant des Albanais accusés de crimes de guerre, ces pressions ont

amené tous les témoins albanais cités devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) à se rétracter, sans que ce Tribunal en ait d'ailleurs conclu qu'il était dans l'impossibilité de juger avec impartialité. Comment expliquer qu'aucun des émeutiers de mars 2004 n'ait été jugé, alors que les meneurs de ces violences sont presque tous parfaitement connus de la police des Nations Unies ? L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a publié un rapport accablant sur le traitement judiciaire des émeutes, mais qui n'a eu aucune conséquence.

QI – Quelles vous paraissent être dans l'adoption d'un statut final pour le Kosovo les options de la Serbie, et de quel degré d'influence peut-elle disposer ?

J.-A. D. – La Serbie n'a guère de poids sur le processus en cours et ne doit pas compter sur des alliés aussi incertains que la Russie, qui ne considère le dossier du Kosovo que comme un pion dans un marchandage diplomatique beaucoup plus vaste. Le préambule de la nouvelle Constitution serbe, adoptée par référendum fin octobre, dispose cependant que le Kosovo est « partie intégrante » de la république de Serbie. Cela veut dire que Belgrade s'interdit toute possibilité de reconnaître l'éventuelle indépendance du Kosovo. Si celle-ci était finalement proclamée, on peut donc imaginer que Belgrade ne la reconnaîtrait pas et continuerait d'entretenir la fiction juridique de sa souveraineté sur le territoire. Il y aurait toujours des députés au Parlement de Belgrade... Plus sérieusement, on peut envisager – et c'est le scénario du pire, que redoute la communauté internationale – que les enclaves serbes, notamment le nord du Kosovo, refuseront de reconnaître le nouvel État du Kosovo et proclameront leur propre sécession de cet État, avec des conséquences parfaitement imprévisibles.

QI – Que signifie la formule d'indépendance conditionnelle, ou de souveraineté conditionnelle, suggérée notamment par le président de Slovénie ? Y a-t-il des alternatives à l'indépendance ?

J.-A. D. – La formule ne signifie rien. C'est une catégorie juridique inexistante. Un territoire est indépendant ou il ne l'est pas. En revanche, il est vrai que l'on aurait pu définir il y a quelques

années, dès 2001 ou 2002, une feuille de route claire et précise, en disant aux Albanais qu'ils obtiendront l'indépendance, mais en faisant de très sérieuses concessions aux minorités. On aurait alors peut-être pu engager une véritable décentralisation du Kosovo, garantissant une situation acceptable pour les Serbes. C'est à ce moment-là que l'on aurait pu envisager une réelle conditionnalité dans le processus menant le Kosovo vers l'indépendance.

C'est à peu près la politique qui avait été mise en œuvre en 2003, avec les « standards » que le Kosovo devait atteindre avant que l'on commence à envisager son statut final. Ces critères concernaient non seulement la situation des minorités et le retour des réfugiés, mais aussi la construction de l'État de droit. Les émeutes de mars 2004 ont fait tellement peur à la communauté internationale que celle-ci a abandonné les critères qu'elle avait elle-même fixés. Le rapport de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, Kai Eide, établi à l'été 2005, reconnaît explicitement qu'aucun des standards n'a été atteint, mais il conclut néanmoins qu'en raison du risque politique, il vaut mieux entamer quand même les discussions sur le statut. Après que la communauté internationale eut renoncé aux principes qu'elle avait elle-même fixés, comment les politiciens albanais pourraient-ils la prendre au sérieux ?

Pour répondre à votre autre question, il existait peut-être une voie alternative, qui aurait supposé une grande capacité d'inventivité politique de la part de l'Union européenne. Cette alternative aurait tourné autour de l'idée de la transformation du Kosovo en une « région européenne » directement rattachée à Bruxelles. Bien sûr, cette solution ne pouvait se concevoir que dans le cadre d'une stratégie régionale d'intégration, et elle remettait aussi en cause un des principes essentiels de l'Europe actuelle, l'union d'États. La création d'une « région européenne » aurait pu faire des émules, y compris dans les pays de la Vieille Europe.

QI – Un retrait à terme rapproché des forces de sécurité et de police internationales présentes sur place vous semble-t-il réaliste ?

J.-A. D. – Non, et je crois que personne ne l'envisage. Quel que soit le statut futur du Kosovo,

des forces internationales, sous commandement de l'OTAN ou de l'Union européenne, resteront encore longtemps déployées au Kosovo.

QI – Quel pourrait être le retentissement international d'une indépendance du Kosovo sur des situations comparables en Europe – Transnistrie, Ossétie du Sud, Abkhazie, mais aussi certaines entités de l'ex-Yougoslavie – qui pourraient revendiquer un traitement comparable ? Ne risque-t-on pas de relancer l'action de minorités violentes, disposant de concours extérieurs, dans diverses parties de l'Europe ?

J.-A. D. – Officiellement, la Russie ne s'oppose plus au principe d'une indépendance du Kosovo, mais tient à ce que cette indépendance crée un précédent universel, permettant d'envisager l'indépendance de territoires comme ceux que vous évoquez. La Russie détient largement les clés de l'avenir du Kosovo, puisque rien ne pourra se faire sans un vote du Conseil de sécurité des Nations Unies, où la Russie – et la Chine – jouissent du droit de veto. La Russie ne donnera pas sa voix sans d'appreciables contreparties, mais lesquelles ? On entre dans le domaine du marchandage politique et de la diplomatie secrète.

À l'échelle de l'ancienne Yougoslavie, le précédent d'une accession du Kosovo à l'indépendance sera bien sûr beaucoup commenté en *Republika Srpska*, « l'entité serbe » de Bosnie-Herzégovine, qui réclame à nouveau le droit d'organiser un référendum d'autodétermination, dont l'issue pourrait entraîner l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine. De même, l'avenir de la fragile Macédoine dépend toujours largement des événements au Kosovo. Si l'indépendance était différée, les réseaux radicaux albanais pourraient choisir de rallumer l'incendie en Macédoine, comme ils l'avaient fait en 2001, en essayant d'ouvrir de la sorte une « question albanaise » à l'échelle régionale. Cette hypothèse amène certains politiciens macédoniens à penser que l'indépendance du Kosovo présente moins de risques pour la stabilité de leur pays. Cependant, nul ne saurait prédire quelle sera la force d'attraction d'un Kosovo indépendant sur les Albanais de Macédoine.

QI – Quelles pourraient être les conséquences de l'indépendance du Kosovo sur la Serbie ?

J.-A. D. – Elle aurait des conséquences politiques majeures en Serbie, où l'extrême droite nationaliste pèse près du tiers du corps électoral. La Serbie va déjà très mal, puisque toutes ses perspectives européennes sont actuellement bloquées, en raison de la mauvaise coopération du pays avec le TPIY. Or, par sa position géographique, par son importance démographique, historique et politique, la Serbie constitue le principal pilier de la stabilité de la région. Sans une Serbie démocratique, relativement prospère, réconciliée avec elle-même et ses voisins, il est illusoire d'attendre une quelconque stabilisation de la région. Sur le fond, il existe bien une « question albanaise » transfrontalière, et il ne sert à rien d'en faire un tabou. Des Albanais vivent aujourd'hui en Albanie, au Kosovo, en Macédoine, au Monténégro, en Serbie – hors Kosovo, dans la vallée de Presevo – et en Grèce. Cette question nationale ne peut être résolue que de deux manières : par des changements de frontières aux conséquences imprévisibles ou bien par un processus rapide d'intégration de la région, permettant justement de relativiser et de dépasser les frontières. De même qu'il existe une question nationale albanaise, il existe d'ailleurs aussi une question nationale serbe. Après les rêves funestes de « Grande Serbie », le mythe de la « Grande Albanie » peut se révéler tout aussi dangereux. Il n'existe qu'une seule alternative : l'intégration européenne.

QI – On s'accorde à considérer que le problème de l'ex-Yougoslavie ne sera réglé sur le fond que lorsque les différents États qui en sont issus auront rejoint l'Union européenne. Les conditions pour y parvenir ne sont-elles pas loin d'être réunies ?

J.-A. D. – Il est certain que les pays des « Balkans occidentaux » sont bien loin de répondre aux critères de Copenhague, mais est-ce la bonne question ? Après l'intégration de la Bulgarie et de la Roumanie, il n'y a plus que deux enclaves sur la carte de l'Europe unie : la Suisse... et les « Balkans occidentaux », c'est-à-dire la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro, le Kosovo, la Macédoine et l'Albanie. En tout, à peu près vingt millions de personnes. L'Europe aurait tout intérêt à faire des calculs sérieux. Qu'est-ce qui lui coûtera le moins cher ? Le maintien d'une zone de misère et de sous-développement, qui continuera immanquablement à exporter des migrants clandestins et de la criminalité organisée, qui nécessitera très certainement des protectorats coûteux et de nouvelles forces de maintien de la paix ? Ou bien une politique audacieuse, associant une véritable stratégie de reconstruction économique des Balkans, qui fait défaut depuis dix ans, à une perspective claire et rapide d'intégration ? Naturellement, la crise actuelle de l'Union n'incite guère à l'optimisme, mais l'Europe se trouve ici, une fois de plus, placée devant un choix politique. Espérons qu'elle saura prendre la mesure de ses responsabilités. ■